

MM/HS

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

4ème Division - 1<sup>er</sup> Bureau

Loi du 19 Décembre 1917

ETABLISSEMENTS DANGEREUX  
INSALUBRES OU INCOMMODES

N° 3 724

2ème classe

VO

COLLECTION DÉPARTEMENTALE  
DU TRAVAIL ET  
ARRIVÉE

23 JAN 1960  
348

DE LA MAIN D'ŒUVRE DE PREFET DE SEINE-ET-MARNE

MELUN

Commandeur de la Légion d'Honneur

14 DEC 1960

N° 1671/G

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE D'AUTORISATION

La loi du 19 décembre 1917 modifiée par les lois du 20 Avril 1932 - 21 Novembre 1942 et 31 Mars 1955

Le décret du 17 décembre 1918 sur la réglementation des Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes

Le décret du 24 décembre 1919 modifié par le décret du 20 Mai 1953 portant réglementation publique pour l'application des articles 5 et 7 de la loi du 19 décembre 1917

L'instruction Ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes.

L'arrêté préfectoral du 28 janvier 1954 déterminant, en application de l'article 18 de la loi du 19 décembre 1917, les prescriptions générales à imposer aux industries rangées dans la 3ème classe.

La demande présentée par la Société TYPOLAC-S.A.R.L.  
20, rue Jean-Jaurès à CHAMPIGNY-sur-MARNE (Seine) à l'effet d'obtenir l'autorisation d'installer à PONTAULT-COMBAULT, avenue des Chardons, un atelier destiné à la fabrication et au stockage de vernis cellulosiques.

Les plans fournis à l'appui de cette requête.

Le procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo dressé conformément à la loi du 19 décembre 1917.

Les rapports de MM. l'Inspecteur Principal du Travail et le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Œuvre en date des 21 août 1959 et 2 décembre 1959.

L'avis favorable émis par le Conseil d'Hygiène dans sa séance du 2 décembre 1959.

M. Camy

A R R E T E :

=====

TITRE 1er

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1er.-

La Société TYPOLAC-S.A.R.L. 20, rue Jean-Jaurès à CHAMPIGNY-sur-MARNE (Seine) est autorisée à installer à PONTAULT-COMBAULT, avenue des Chardons, un atelier de fabrication et stockage de vernis celluloseux (établissement de 2ème classe sous réserve de l'observation des prescriptions suivantes :

- les quantités entreposées ne dépasseront en aucun cas 500 kgs pour les solutions nitrocelluloseux et 800 litres pour les liquides inflammables (ces derniers ne comprenant aucun liquide particulièrement inflammable);
- les quantités de produits inflammables réunis même temporairement dans l'atelier de préparation des vernis seront au plus égales à 100 litres;
- les quantités de vernis réunies même temporairement dans l'atelier d'impressions ne dépasseront pas 50 kgs;
- les solutions utilisées contiendront moins de 25 % de nitro-cellulose.

Article 11 1°) Le sol de l'atelier de fabrication des vernis de l'imprimerie sera imperméable, incombustible et disposé de façon à constituer une cuvette de retenue telle que les égouttures ou, en cas d'accident, les liquides inflammables contenus dans les récipients ou les appareils ne puissent s'écouler au dehors.

Le sol sera formé d'un matériau non susceptible de donner des étincelles par frottement ou par choc d'un outil en acier ou bien il sera recouvert de claies en bois.

2°) L'atelier sera largement ventilé, mais de façon que le voisinage ne soit pas incommodé par les odeurs ou émanations.

3°) Les récipients et appareils dans lesquels seront utilisés les liquides inflammables seront clos aussi bien que possible; ils porteront en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu.

4°) On ne conservera dans l'atelier que la quantité de liquides inflammables strictement nécessaire pour le travail de la journée.

.../...

Le dépôt de ces liquides sera placé en dehors de l'atelier à une distance suffisante pour qu'il ne puisse pas y avoir propagation réciproque immédiate d'incendie; son sol sera imperméable, incombustible et disposé en forme de cuvette susceptible de retenir la totalité des liquides en cas de rupture des récipients;

L'atelier ne renfermera aucun foyer; il est interdit d'y fumer et d'y apporter du feu sous une forme quelconque. Cette interdiction sera affichée en caractères apparents dans l'atelier et sur la porte d'entrée.

L'emploi d'air ou d'oxygène comprimé pour assurer les transvasements ou la circulation des liquides est rigoureusement interdit.

5°) L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre dormant ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

6°) Les commutateurs, les coupe-circuit, les fusibles seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tels que "appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile, etc." Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant; celui-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié

7°) Tout déversement de liquides inflammables à l'égout est rigoureusement interdit. Tout raccordement de l'atelier à l'égout est interdit. Il est interdit de se laver les mains, dans l'établissement, avec des liquides inflammables.

Article III En ce qui concerne le danger d'incendie, il sera prévu l'installation d'un nombre suffisant d'extincteurs appropriés aux risques (bromure de méthyle, bromofluor et à gazo-mouillant) ainsi que 2 lances de 40 mm.

Un espace libre au pourtour de l'établissement devra être réservé pour la protection du voisinage en cas d'explosion.

## TITRE II

### HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

**ARTICLE 1er.**— DISPOSITIONS GENERALES : Le permissionnaire devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**ARTICLE 2.**— Les conditions ci-dessus devront être réalisées dès la mise en fonctionnement de l'établissement qui ne pourra dépasser le délai de deux ans, à compter de la date du présent arrêté.

La présente autorisation sera périmée si l'établissement n'a pas été ouvert dans le délai fixé ci-dessus ou n'a pas été exploité pendant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure (art. 16 de la loi du 19 Décembre 1917).

**ARTICLE 3.**— Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions sus-indiquées ainsi qu'à celles qui pourraient lui être prescrites ultérieurement par des arrêtés complémentaires dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques et de la commodité des voisins, la présente autorisation pourra être suspendue ou retirée sans indemnité (art. 11 de la loi).

**ARTICLE 4.**— Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage et du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation, nécessitera une demande d'autorisation complémentaire qui doit être faite préalablement aux changements projetés (art. 26 de la loi).

**ARTICLE 5.**— La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers (art. 12 de la loi).

**ARTICLE 6.**— Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire par

M. le **Maire de PONTAULT-COMBAULT** Un extrait énumérant les conditions imposées et faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée aux archives de la Mairie et inséré par les soins du Maire et aux frais de l'industriel dans un journal d'annonces légales du département.

Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette double formalité sera adressé à la Préfecture dans le moindre délai.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à

M. le **Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre** Inspecteur des Etablissements Classés chargé de vérifier si les conditions ci-dessus indiquées ont été remplies exactement.

MELUN, le 23 JAN. 1960

Pour ampliation  
Pour le Préfet et par délégué :  
Le Directeur  
et des Travaux Publics



Le Préfet.

Pour le Préfet et par délégué  
Le Secrétaire Général

Signé G. SÉRON